10 novembre 2020

L'ANTIDOTE Anticapitaliste

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'ÉTINCELLE

C'est l'heure où la crise sanitaire fait toujours plus de ravages, où le gouvernement n'apparaît responsable que devant les actionnaires, et où le personnel de la santé se retrouve encore aux prises avec le virus sans moyen, malgré la solidarité de la population.

Il est donc plus qu'urgent de mettre la focale sur les conditions de travail dans la santé, les mobilisations et les réactions qui s'en suivent.

Pour celles et ceux qui ont applaudi les soignants, pour tout le personnel de la santé révolté par la situation sanitaire et pour tous ceux qui voudraient voir les travailleurs relever la tête, l'Antidote Anticapitaliste, réalisé par des militants du NPA-L'Etincelle, se propose de poser une focale anticapitaliste sur la crise sanitaire et de se faire l'écho des luttes actuelles.

N'hésitons pas à faire tourner cet hebdomadaire à tous les potentiels intéressés et concernés !

CONFINEMENT ACTE 2 !

Nous y sommes ! Pris de plein fouet par la deuxième vague de l'épidémie. Le Président et son gouvernement ont annoncé avoir été pris par « surprise ». Vraiment ? Au-delà du théâtre gouvernemental, le risque d'une deuxième vague était bel et bien dans les esprits et de nombreux professionnels de santé ont alerté les dirigeants et la population sur ce possible retour en force du virus. Sont-ils incompétents ? Très certainement. Ont-ils perdu le cap ? Pas si sûr…

LE GOUVERNEMENT À LA RECHERCHE D'UN CAP ?

La deuxième vague va probablement dépasser celle du printemps. Les lits de réanimation sont en passe d'être saturés. Les soignants revivent donc le même cauchemar : le manque de personnel et l'absence de recrutements ; le manque de respirateurs, pas assez de surblouses, de couvre-lits, de gants et de charlottes ; un manque criant de lits de réanimation ; quasiment aucune formation pour les volontaires prêts à venir aider les soignants faute de temps et de personnel pour les former car pris au dépourvu ; etc. S'ajoute à cela l'absence de politique européenne de la santé : aucun transfert de malades vers des pays moins touchés, aucun soutien logistique des nations disposant de stock de fournitures médicales, et ce n'est pas les quelques patients français envoyés en Allemagne qui changeront quelque chose à l'histoire : rien n'a été fait pour préparer ce qui était pourtant prévu par tous les professionnels sérieux !

LE CAP A TOUJOURS ÉTÉ LE PROFIT DES CAPITALISTES !

Métro, boulot, dodo : tel était l'apanage qui revenait à l'esprit de toutes celles et tous ceux qui ont écouté Macron lors de son allocution. Rien de plus vrai ! Aller à l'école, travailler, consommer sur Internet, et rester chez vous, alors même que la majorité des contaminations ont lieu au boulot, dans les transports, au lycée, etc. En bref, c'est un confinement des plaisirs et des liens humains. C'est le cap choisi par le gouvernement : garantir le taux de profit des grandes entreprises. Sinon comment comprendre l'ouverture de certaines grandes enseignes et la fermeture des petits commerces ? En réalité, ces laquais ministériels cirent les pompes d'Amazon mais méprisent celles des libraires. Et comment comprendre le



maintien des établissements scolaires ouverts ? Sans pour autant dédoubler les classes surchargées, car cela coûterait trop cher d'embaucher des profs ! Le MEDEF a besoin d'une garderie pour faire en sorte que les gens aillent bosser. Comment imaginer qu'en 15 ans, au total, ce sont 68 170 lits qui ont été supprimés ? L'hôpital public coûte cher pour des gens qui voient tout à l'aune de la rentabilité.

NE CONFINONS PAS NOS COLÈRES !

Si le système de santé craque, ce n'est pas la faute du virus. Il s'agit d'une politique consciente, vouée au Dieu pognon, que nous devons combattre. Pour l'anecdote, les 45 collègues de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) salariés de l'hôpital public de Ville Evrard (93) sont mobilisés pour revendiquer la même augmentation de salaire que les collègues des autres services de l'hôpital. Ils ont manifesté et ont tous demandé une mutation dans un autre service pour dénoncer l'absurdité de cette exclusion et reçu des soutiens par pétition. Plus généralement, les yeux du public et des médias sont rivés sur les soignants. On ne peut pas présager de la force de résistance qu'ils peuvent être. Ils sont si essentiels et pourtant si méprisés, combien de soutiens pourraient-ils agréger si le personnel soignant se mettait en lutte ? Rendons visible cette colère, car il y en a, et toutes les luttes du secteur de la santé de cette année 2020 le prouvent. Le secteur de l'éducation, de façon encore localisée, s'est récemment mis dans la bataille face au gouvernement, en raison de l'absurdité du nouveau protocole sanitaire et de l'hommage bafoué de Samuel Patty. Le personnel éducatif en lutte a même fait reculer le gouvernement qui, par crainte d'une contagion de la colère, a autorisé l'organisation de cours en distanciel pour les élèves du lycée. Et si toutes ces colères, communes à la santé et à l'éducation, se coordonnaient pour rompre l'isolement et l'abattement qui ne profitent qu'au gouvernement ?

MANIFESTATIONS POUR LES LIBERTÉS ET… LA SANTÉ !

Dans quelques villes se sont tenues des manifestations pacifiques, qui tout en respectant les mesures sanitaires, ont tenu à dénoncer la casse des services de Santé et les atteintes aux libertés démocratiques. C'est à Toulouse que le succès fut le plus éclatant avec près de 3000 manifestants. Syndicats et organisations politiques ont exprimé un sentiment sans doute largement partagé : les mesures de confinement ne doivent pas empiéter sur nos droits et la santé mérite autre chose que des promesses. Un exemple à suivre.

LE TEMPS DE REFUSER D'ACCEPTER



Depuis plusieurs semaines, les Étudiants en Soins Infirmiers (ESI) de différentes villes se mobilisent pour refuser de jouer les armées de réserve à bas coûts en dépit de leur formation et de leurs stages. Les IFSI de l'AP-HP ont ainsi réussi début octobre à imposer à leur direction d'être indemnisés à hauteur de 1190 euros pour 5 semaines, au lieu des 80 centimes de l'heure initialement prévus. Dans la même vague de mécontentement, les étudiants de Nantes ont occupé leurs locaux jeudi 22 octobre et continuent de négocier avec leurs directions pour que leur réquisition ne se fasse pas au mépris de leur formation et de salaires décents.

Forts de leur première expérience, ils ne laisseront pas passer la deuxième vague sans faire de vagues. Les liens entre les différentes IFSI de l'hexagone se tissent progressivement pour que la colère succède à la sidération des réquisitions. C'est une réponse d'ensemble des ESI, coordonnée à la base, qui permettra de transformer l'isolement des colères en déferlement contre le pouvoir.

LES ECHODAKOTÉS

LYCÉES : LA RÉPRESSION POUR SEULE RÉPONSE



Dès dimanche 1er novembre, avant une rentrée qui s'annonçait mouvementée, les lycéens du Lycée des Bourdonnières à Nantes prenaient déjà un peu de recul sur la situation. Entre un hommage à Samuel Paty très peu organisé et un protocole sanitaire inexistant, plusieurs appels de plusieurs lycées de France allaient dans le sens d'un mouvement de grève et blocage pour ce mardi 3. Mais dans un communiqué publié sur les réseaux, le groupe de lycéens « action Bourd' » qui a vu le jour lors des mouvements de l'hiver dernier affirmait ne pas se joindre à l'appel ne voulant pas « créer de panique et un échec de tentative de blocage en un temps record avec de lourdes conséquences pour les militants ». Ce communiqué appelait néanmoins les professeurs et tout le personnel éducatif à répondre positivement au préavis de grève des syndicats.

Suite aux différents blocages, manifestations, revendications apparus partout en France en l'espace de deux jours, un sondage a circulé sur les réseaux pour réévaluer l'action des Bourdonnières dans ce contexte. Le blocage pour ce jeudi 5 novembre a donc été décidé à une large majorité. Un communiqué a annoncé cette action et ce qu'elle dénonçait : confinement 2e version « au profit de l'économie libérale », l'inaction du gouvernement face à cette 2e vague, inexistence d'un protocole sanitaire efficace et la mise en danger des élèves, des professeurs et des leurs entourages. Chaque communiqué avait été envoyé à l'administration dans un souci de dialogue avec la direction. Cette dernière n'a pourtant pas partagé ces informations avec les professeurs, ne comprenant pas et ne pouvant donc pas soutenir l'action de leurs élèves.

C'est dans ce contexte que jeudi matin une trentaine d'élèves ont commencé à bloquer leur lycée, rejoints par environ deux cents de leurs camarades au plus fort de la matinée. Mais ça n'a pas manqué, une dizaine de camions de CRS étaient eux aussi présents, accompagnés de motards, d'agents de la Bac et de la gendarmerie. Alors qu'un jeune essaie de rejoindre le groupe, les CRS l'attrapent pour le mettre au sol, et la majorité des lycéens s'avance pour empêcher cette arrestation arbitraire.

L'affrontement commence : coups de matraque, tirs de flashball et de grenades lacrymogènes. Certaines atterrissent sur le parking contre des voitures de profs, une autre dans la capuche d'un jeune, qui sera brûlé au deuxième degré au niveau du cou et de l'oreille. Les motards et la Bac en embuscade dans les rues adjacentes, arrêtent quasi systématiquement les jeunes qui quittent le lycée. Au total deux jeunes sérieusement blessés et deux arrestations sont recensés. Un déploiement de force de police inouï pour des lycéens conscients de leur action, qui souhaitent simplement faire entendre des revendications plus que légitimes. Une répression qui vise à les intimider, comme dans beaucoup d'autres lycées en France. Mais le courage et l'intelligence dont ont fait preuve ces lycéens ne disparaîtront pas par la répression. D'autant plus que la contestation lycéenne est aussi contagieuse.

ÉDUCATION EN COLÈRE

La rentrée ne s'est pas bien passée. Les enseignants ont très mal vécu l'assassinat de Samuel Paty et la dégradation flagrante des conditions de travail que le confinement ne fait que souligner. Quelques dizaines de lycées sur Nantes et quelques centaines dans le pays ont vu des mouvements de grève, et des assemblées générales pour mettre tous les problèmes sur la table. Se regrouper pour s'organiser. Un mouvement ? Peut être pas encore mais une vraie colère qui n'est pas prête de s'éteindre. D'ailleurs le gouvernement a vite repris une partie des revendications avec urgence : dédoublement des classes tout de suite. De quoi donner envie de les encourager et de nous aussi mettre enfin la pression pour qu'on nous entende !

DES VIES MÉPRISÉES QU'ON N'OUBLIERA PAS

Dans la rubrique des choix révoltants de la crise sanitaire, une étude de l'École de médecine du Maryland sur le premier confinement révélait fin octobre que les populations schizophrènes faisaient partie des premières victimes du Covid. Ayant plus de risques d'être affectées par des formes sévères du virus, elles ont aussi moins de chances d'être admises en unités de soins intensifs que les autres, et risquent davantage de décéder du Covid (jusqu'à 25 % de risques de plus que les autres patients).

En cause, un tri intolérable entre les patients ayant des difficultés respiratoires, et le manque de moyens alloués aux soins. L'étude montre que cette situation pourrait être évitée pour cette population vulnérable si étaient renforcés les moyens à tous les niveaux de la prise en charge des patients atteints du Covid. Ce sera à nous de nous débarrasser les responsables de ce tri inhumain !

BAS LES MASQUES DU « PESSIMISME »

Dans une interview à Libé du 4 novembre, le directeur de l'ARS d'Île-de-France, Aurélien Rousseau, expliquait avoir été « trop pessimiste » sur les projections du nombre de patients en réanimation. À la suite des projections alarmantes, 60 % à 80 % des interventions en bloc opératoire ont été déprogrammées en raison de la saturation des services de réanimation occupés par « les Covid ». C'est sans compter tous les malades renonçant d'eux-mêmes à se faire opérer en pleine crise sanitaire.

Cet énarque en tire-t-il la conclusion logique d'augmenter de toute urgence les capacités hospitalières ? Pas du tout ! « Il faut libérer au plus vite 1775 places de réanimation », lisez : continuer cette politique de déprogrammation. À ce compte-là, ce n'est pas du « pessimisme » mais du cynisme et du mépris pour nos vies.

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CONGÉS



Le 29 octobre, le gouvernement publiait un décret au Journal Officiel qui donnait le droit aux directions et aux cadres de la santé de supprimer les congés et les RTT d'ici la fin de l'année, sans laisser le choix aux salariés. Et pour ceux qui verront — ou ont déjà vu — leurs congés supprimés, ces suppressions ne seront pas automatiquement compensées par des indemnités ! Durant toute l'année, des agents de la fonction publique n'auront pu bénéficier de leurs congés et auront dû enchaîner des heures supplémentaires, mais ne seront indemnisés qu'au cas par cas.

Le manque de personnel dans les hôpitaux et la volonté du gouvernement de ne pas embaucher dans la santé font que la situation n'a pas changé depuis le printemps ; elle est même pire en raison de la fatigue accumulée. La seule « solution » envisagée est, une fois de plus, d'accabler les agents qui devront faire les frais de la pénurie. Seule une explosion de la colère, qui continue de s'accumuler, pourra inverser le cours des choses et imposer les dizaines de milliers d'embauches immédiates nécessaires aux hôpitaux.

DE LA CARTE VITALE… À LA CARTE BLEUE

Le gouvernement prévoit depuis début octobre de faire payer toute visite aux urgences 18 euros si elle n'est pas suivie d'une hospitalisation. Une pénalité pour « faire respecter le parcours de soin », dit-il en faisant mine d'oublier les déserts médicaux dans les campagnes et quartiers populaires, et le fait que la consultation chez un généraliste nécessite souvent d'avancer les 23 euros… En pleine crise sanitaire, le président des très riches s'attaque à nouveau aux plus pauvres. »

Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux qui partagent ces objectifs. N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NANTES.REVOLUTIONNAIRE

NPA L'ÉTINCELLE NANTES

CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES